

VD_GERICHTE JI13.014380 vom 29. Juni 2017

VD Tribunal cantonal, 2017-06-29, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_JI13.014380

FR: VD_GERICHTE JI13.014380 du 29 juin 2017

IT: VD_GERICHTE JI13.014380 del 29 giugno 2017

Erwägungen

E. 26

février 2014 consid. 5.3.1). 2.3 En l'espèce, dans son mémoire d'appel, l'appelant reformule librement un état de fait, sans expliquer en quoi les faits retenus par le premier juge seraient inexacts. Ce faisant, il ne motive pas une éventuelle constatation inexacte des faits par le juge de première instance. Faute de motivation suffisante, l'instance d'appel s'en tient donc à l'état de fait retenu par le premier juge. 3. 3.1 Sous l'angle d'une violation du droit, l'appelant soutient d'abord qu'en rejetant son action en paiement du prix au motif qu'il avait conclu au paiement de 30'000 fr. « à titre de réparation du dommage », le premier juge aurait fait preuve de formalisme excessif au sens de l'art. 29 al. 2 Cst.

- 6 - 3.2 Le formalisme excessif est un aspect particulier du déni de justice prohibé par l'art. 29 al. 1 Cst. Il est réalisé lorsque la stricte application des règles de procédure ne se justifie par aucun intérêt digne de protection, devient une fin en soi, complique de manière insoutenable la réalisation du droit matériel ou entrave de manière inadmissible l'accès aux tribunaux (ATF 130 V 177 consid. 5.4.1 ; ATF 128 II 139 consid. 2a ; ATF 127 I 31 consid. 2a/bb). En tant qu'il sanctionne un comportement répréhensible de l'autorité dans ses relations avec le justiciable, le principe de l'interdiction du formalisme excessif poursuit le même but que le principe de la bonne foi consacré aux art. 5 al. 3 et 9 Cst. A cet égard, il commande à l'autorité d'éviter de sanctionner par l'irrecevabilité les vices de procédure aisément reconnaissables qui auraient pu être redressés à temps, lorsqu'elle pouvait s'en rendre compte assez tôt et les signaler utilement au plaideur (ATF 135 I 6 consid. 2.1 ; ATF 125 I 166 consid. 3a ; TF 2C_373/2011 du 7 septembre 2011 consid. 6.1). Il découle du principe de l'interdiction du formalisme excessif que le tribunal doit entrer en matière même sur les conclusions formellement insuffisantes lorsqu'il résulte clairement des motifs du mémoire d'appel en relation avec la décision attaquée quelles sont exactement les conclusions prises et donc les modifications du jugement demandées ou, en cas de créances portant sur des sommes d'argent, quel montant est réclamé. Les modifications demandées dans les conclusions stricto sensu du mémoire d'appel doivent être interprétées à la lumière des motifs de celui-ci (ATF 137 III 617 consid. 6.2). 3.3 Aux termes de l'art. 58 al. 1 CPC, le tribunal ne peut accorder à une partie ni plus, ni autre chose que ce qui est demandé, ni moins que ce qui est reconnu par la partie adverse (ne eat iudex ultra petita partium). Il convient ainsi de déterminer, lorsque le tribunal n'alloue pas strictement les conclusions du demandeur, s'il reste néanmoins dans le cadre des conclusions prises, sans allouer plus que ce qui est demandé ni étendre l'objet de la contestation à des points qui ne lui ont pas été soumis (TF 4A_627/2015 du 9 juin 2016 consid. 5.2 et les références). Le principe de disposition n'interdit cependant pas au tribunal de déterminer le sens véritable des conclusions et de statuer sur cette base, plutôt que selon

- 7 - leur libellé inexact (TF 5A_657/2014 du 27 avril 2015 consid. 8.1 ; TF 5A_621/2012 du 20 mars 2013 consid. 4.3.1 et la référence). Les conclusions doivent en effet être interprétées selon le principe de la confiance, à la lumière de la motivation de l'acte (ATF 123 IV 125 consid. 1 ; ATF 105 II 149 consid. 2a ; TF 4A_375/2012 du 20 novembre 2012 consid. 1.2, non publié in ATF 139 III 24, et les références). Toutefois, lorsque le plaideur qualifie ou limite ses prétentions dans ses conclusions mêmes, le tribunal est lié par l'objet des conclusions (TF 4A_307/2011 du 16 décembre 2011 consid. 2.4, RSPC 2012 p. 293 notes Bohnet et Droese ; TF 4D_62/2014 du 19 janvier 2015 consid. 5 ; ATF 142 III 234 consid. 2.2). Le tribunal ne peut ainsi allouer un montant à titre d'indemnité de l'art. 337c al. 3 CO, alors que la partie avait conclu à l'allocation de montants respectivement pour des rattrapages de salaire et le versement d'un salaire pendant le délai de congé (CACI 29 janvier 2016/69). Selon le Tribunal fédéral, il est en outre douteux qu'une réparation morale puisse être allouée sur la base de conclusions tendant textuellement à des dommages-intérêts (TF 4D_62/2014 du 19 janvier 2015 consid. 5). 3.4 En l'espèce, la conclusion en paiement articulée par le demandeur en première instance tendait clairement et uniquement à la réparation d'un dommage. Le demandeur a en effet précisé, dans le corps même de la conclusion, réclamer le paiement de 30'000 fr. « à titre de réparation du dommage ». A aucun endroit, il n'a formellement réclamé un quelconque montant à titre de prix de vente de son bétail. Certes, conformément au principe de la prohibition du formalisme excessif, il convient d'interpréter cette conclusion à la lumière des autres éléments de cet acte de procédure, notamment des faits allégués par le demandeur. Or, si celui-ci a invoqué que le défendeur n'avait pas versé tous les montants dus pour l'achat du bétail – sans pour autant faire état d'un quelconque montant à ce titre, même sur la base d'une estimation –, il a également indiqué que plusieurs bêtes vendues étaient accidentées, aveugles, ne donnaient pas la quantité de lait annoncée ou produisaient du lait de mauvaise qualité, en précisant qu'il s'était plaint auprès du défendeur mais sans réponse de sa part. Il s'avère donc que le premier juge était parfaitement fondé à déduire que la conclusion figurant dans la

- 8 - demande correspondait bien à la situation de fait invoquée par le demandeur et à sa volonté d'obtenir une réparation du défendeur pour le préjudice qu'il alléguait avoir subi en raison du mauvais état de santé et du rendement insuffisant de certaines bêtes. Dans les allégués de sa demande, le demandeur a aussi invoqué une problématique de prix de vente non entièrement acquitté, mais cet élément ne saurait fonder la conclusion en paiement, dès lors que celle-ci se base déjà sur un autre élément distinctement délimité de la demande. Il s'avère ainsi que le demandeur, bien qu'assisté par un mandataire professionnel, a omis d'articuler une deuxième conclusion portant sur un prétendu solde du prix de vente. Contrairement à ce qu'il affirme, l'appelant n'a pas « ajouté 30'000 fr. au montant réclamé à titre de réparation du dommage », mais il a pris une seule et unique conclusion. Dès lors, en application du principe de disposition, le premier juge n'avait pas à entrer en matière sur une éventuelle action en paiement du prix, et devait limiter son examen à la question de la garantie des défauts. Le grief tiré du formalisme excessif est mal fondé. 3.5 Pour le surplus, les autres moyens de l'appelant ne portent que sur la problématique du prix de vente, grief qui n'a pas fait l'objet d'une conclusion suffisante au regard de la maxime de disposition, comme on l'a vu au considérant qui précède. Une action en paiement du prix de vente n'ayant pas été ouverte, il n'y a pas lieu de se pencher sur les conditions de celle-ci. Les griefs y relatifs de l'appelant ne doivent donc pas être examinés. Enfin, s'agissant de la conclusion valablement prise en réparation du dommage, l'appelant ne remet pas en cause

l'appréciation du premier juge selon laquelle il n'a fait valoir aucune garantie écrite quant à la qualité du bétail et n'a pas non plus allégué un quelconque dol du vendeur, l'expert n'ayant de toute manière pas identifié d'indice de bétail défaillant. Ce premier motif de rejet n'est pas contesté et doit par conséquent être confirmé.

- 9 - 4. Il s'ensuit que l'appel doit être rejeté, aux frais de son auteur, qui succombe (art. 106 al. 1 CPC), et le jugement entrepris confirmé. Les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 900 fr. (art. 62 al. 1 TFJC [tarif des frais judiciaires civils du 28 septembre 2010 ; RSV 270.11.5]), seront donc mis à la charge de l'appelant, qui versera en outre à l'intimé la somme de 1'200 fr. à titre de dépens de deuxième instance (art. 7 TDC [tarif des dépens en matière civile du 23 novembre 2010 ; RSV 270.11.6]).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.